



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles
d'Île-de-France**

Conservation régionale des monuments historiques

EVACUATION ET TRAITEMENT PREALABLE AU TRANSPORT DU DEPOT LAPIDAIRE DE LA CITE EPISCOPALE DE MEAUX

(JUILLET 2026-FEVRIER 2027)

MEAUX

CATHEDRALE SAINT-ETIENNE

VIEUX CHAPITRE

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES SPECIFIQUES

Procédure formalisée

Passée en application des articles L.2124-1 à L.2124-4 ° du Code de la commande publique

Règlement de la consultation

Date limite de remise des offres :

16 juillet 2026 à 15 :00

SOMMAIRE

1	Objet et étendue de la consultation	3
1.1	Objet.....	3
1.2	Mode de passation	3
1.3	Type et forme de marchés	3
1.4	Type et forme de marchés	3
2	Conditions de la consultation	4
2.1	Délai de validité des offres	4
2.2	Forme juridique du groupement	4
2.3	Variantes	4
3	Pouvoir adjudicateur	4
3.1	Désignation.....	4
3.2	Contacts.....	5
4	Conditions relatives au marché	5
4.1	Durée du Marché ou délai d'exécution	5
4.2	Modalités essentielles de financement et de paiement	5
5	Contenu du dossier de consultation	5
5.1	Présentation des candidatures et des offres	6
5.2	Documents à produire.....	6
5.3	Visites et aller-voir	8
5.4	Questions et renseignements complémentaires	9
6	Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
7	Examen des candidatures et des offres	10
7.1	Sélection des candidatures.....	10
7.2	Attribution du marché.....	10
7.3	Méthode de Notation des offres.....	11
7.4	Cadre de la négociation.....	12
8	Procédures de recours et langues	12

1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET

La présente consultation concerne l'opération suivante :

Cité épiscopale de Meaux
Evacuation et traitement préalable au transport du dépôt lapidaire de la cité épiscopale de Meaux
(77100).

Lieu d'exécution principal :

Cathédrale Saint-Etienne et Vieux Chapitre
Place Charles de Gaulle
77 100 MEAUX

1.2 MODE DE PASSATION

La procédure de passation utilisée est la **procédure formalisée**. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2124-1 à L.2124-4° du Code de la commande publique.

1.3 TYPE ET FORME DE MARCHES

Il s'agit d'un marché de services spécifiques.

1.4 TYPE ET FORME DE MARCHES

La nature des prestations à réaliser et leurs conditions d'exécution sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et dans le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de lancer une consultation spécifique pour les opérations particulières.

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2
98390000	Autres services		

Code CPV objet principal	Libellé objet	Code suppl. 1	Libellé objet supplémentaire
92311000-4	Œuvres d'art	92522200-8	Services de conservation des monuments historiques

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Pour les spécialistes de la restauration de la pierre et du plâtre, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Il est précisé que cette restriction ne s'applique pas aux autres spécialités des restaurations attendues.

2.3 VARIANTES

Aucune variante n'est autorisée.

3 POUVOIR ADJUDICATEUR

3.1 DESIGNATION

Direction régionale des Affaires culturelles d'Ile-de-France
Conservation régionale des monuments historiques
47 rue Le Peletier
75009 Paris

3.2 CONTACTS

Teddy CONGAR, bureau de la conduite des opérations

teddy.congar@culture.gouv.fr

4 CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

4.1 DUREE DU MARCHÉ OU DELAI D'EXECUTION

L'objectif de la présente opération est que les œuvres soient réinstallées dans la nouvelle réserve avant la semaine 4.

L'achèvement des prestations doit donc intervenir avant le 22 janvier 2027.

Compte-tenu de cet objectif, la durée globale indicative du marché est de :

Huit (8) mois,

Ce délai pourra être réajusté à l'issue des constats d'état.

4.2 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Rapport d'évacuation du lapidaire ;
 - Annexe 2 : Inventaire des pierres ;
 - Annexe 3 : Inventaire des plâtres ;
 - Annexe 4 : Inventaire des pierres nécessitant un dessalement ;
 - Annexe 5 : Inventaire des œuvres à désinsectiser ;
 - Annexe 6 : Inventaire des œuvres de la crypte de niveau 4 ;
 - Annexe 7 : Volumétrie et conditionnement préconisés ;
 - Annexe 8 : Prestations de l'opération hors marché ;
 - Annexe 9 : Planning prévisionnel d'opération ;
 - Annexe 10 : Plan du site de Meaux ;
 - Annexe 11 : Plan de localisation du futur emplacement des dalles funéraires ;
 - Annexe 12 : Diagnostic géotechnique de la cour de la cité épiscopale ;
 - Annexe 13 : Fiche technique des caisses de stockage appartenant à la DRAC IDF

- La décomposition des prix globale et forfaitaire [DPGF].
- Le cadre de mémoire technique.

Il est remis gratuitement à chaque candidat. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.1 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.2 DOCUMENTS A PRODUIRE

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées ci-après.

5.2.1 Pièces de la candidature

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Nécessité de signer le document
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner en application des dispositions du Code de la Commande publique (articles du Code devant être visés dans la déclaration : L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L2141-10).	Oui

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Nécessité de signer le document
Composition de l'équipe de restaurateurs. L'équipe doit comprendre des spécialistes en restauration de sculpture en pierre et en plâtre dans un contexte architectural. Le candidat doit pouvoir accueillir des néo-diplômés de moins de 5 ans dans son équipe mais aussi des stagiaires, apprentis, etc. dans un objectif de formation professionnelle et de valorisation des métiers, sans que ces effectifs ne soient comptés au titre des intervenants diplômés ;	Non
Copie des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique. Au regard de l'intérêt patrimonial des œuvres et de la complexité des interventions envisagées, il est demandé que les restaurateurs de sculpture en pierre et plâtre soient titulaires d'un master 2 (niveau 7) en conservation-restauration des biens culturels ou équivalent avec spécialité sculpture (une copie des diplômes est attendue pour la validation du niveau minimum).	Non
Liste des prestations similaires (ex : restaurations fondamentales de sculpture médiévale polychromée en pierre ; restauration de moulages d'architecture en plâtre) exécutées au cours des trois dernières années, appuyées d'attestations de bonne exécution pour les plus importantes (montant, dates et lieu d'exécution, s'ils ont été effectués conformément à la demande du commanditaire et menés à bonne fin) ; Le candidat peut également présenter des références antérieures dès lors qu'elles permettent de compléter l'appréciation de la capacité.	Non
Indication des moyens matériels dont dispose le candidat, en lien avec la nature du marché (véhicules, matériel d'examen, éclairages spécifiques complémentaires, etc.)	Non

- Attestation(s) de visite du lieu d'exécution et de prise de connaissance des œuvres du dépôt lapidaire, conformément au 5.3 du présent règlement de la consultation.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME). **Les candidats peuvent aussi utiliser le formulaires DC4 (déclaration de sous-traitance)** disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, notamment en cas de groupement ou de sous-traitance, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.2.2 Pièces de l'offre

Libellés	Nécessité de signer le document
L'acte d'engagement (AE) à compléter	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCAP) à compléter aux articles 4.4 et 11.2.7	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Annexe 1 : Rapport d'évacuation du lapidaire ; ○ Annexe 2 : Inventaire des pierres ; ○ Annexe 3 : Inventaire des plâtres ; ○ Annexe 4 : Inventaire des pierres nécessitant un dessalement ; ○ Annexe 5 : Inventaire des œuvres à désinsectiser ; ○ Annexe 6 : Inventaire des œuvres de la crypte de niveau 4 ; ○ Annexe 7 : Volumétrie et conditionnement préconisés ; ○ Annexe 8 : Prestations de l'opération hors marché ; ○ Annexe 9 : Planning prévisionnel d'opération ; ○ Annexe 10 : Plan du site de Meaux ; ○ Annexe 11 : Plan de localisation du futur emplacement des dalles funéraires ; ○ Annexe 12 : Diagnostic géotechnique de la cour de la cité épiscopale ; ○ Annexe 13 : Fiche technique des caisses de stockage appartenant à la DRAC IDF 	Oui
La décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) à compléter	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché doit impérativement s'inscrire dans le cadre de mémoire technique proposé dans le dossier de consultation des entreprises. Aucun autre document présenté à ce titre par le candidat ne sera étudié.	Oui
Les fiches techniques correspondant aux produits proposés par le candidat	Non

Le constat d'état général de la collection et le diagnostic issus de l'aller-voir et présentés dans le mémoire technique n'excéderont pas dix pages (cadre de mémoire technique en annexe)

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.3 VISITES ET ALLER-VOIR

Une visite sur le site dans lequel les œuvres sont actuellement mises en réserve est obligatoire et tient lieu d'aller-voir.

Les visites sont organisées à Meaux le **19 juin 2026** à 9h30, le **22 juin 2026** à 9h30 et le **25 juin 2026** à 14h00.

La demande de visite est réalisée par l'intermédiaire de la plate-forme des achats de l'État (PLACE), au moins deux (2) jours avant chaque date de visite, soit le 23 juin 2026, à 18h00 au plus tard.

Conditions de visites :

- Par équipe candidate, le nombre de participants aux visites est limité à quatre (4) personnes.
- La durée de l'aller-voir s'étend sur deux (2) heures maximum.

Des documents seront remis aux candidats lors des allers-voir :

- Plan du site de la nouvelle réserve située en Seine-et-Marne
- Plan d'organisation proposé pour la nouvelle réserve

5.4 QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

6 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents **se fait exclusivement par voie électronique** sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;

- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

DRAC Île-de-France,
Conservation régionale des monuments historiques
Bureau de la conduite des opérations
47 rue Le Peletier
75009 Paris

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Acrobat, Office, OpenOffice, LibreOffice.

La signature électronique des documents et celle du marché par l'attributaire ne sont pas exigées dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours, le cas échéant, à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 SELECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 ATTRIBUTION DU MARCHE

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à 4 et R.2152-1 à 7 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur technique , décomposée en sous-critères :	60 %
1.1 <i>Note méthodologique et moyens techniques proposés pour réaliser les prestations (détail des interventions sur les œuvres avant conditionnement ; références et modalités d'application des produits proposés pour les nettoyages, dépoussiérage, refixation, les consolidations, interventions longues, traitement biocide, etc.)</i>	20 %

1.2 Moyens pour l'exécution des constats permettant d'élaborer les diagnostics et les propositions de traitement. Moyens pour la gestion de la documentation et de la communication	5 %
1.3 Calendrier prévisionnel des interventions précisant pour chaque phase : les moyens humains de l'équipe (CV), en nombre et en qualité, les moyens matériels et le délai d'exécution proposé Les moyens humains nécessaires aux manipulations à la charge du transporteur (commande DRAC Île-de-France)	10 %
1.4 Moyens d'encadrement humain, de coordination de l'équipe et d'interface avec le pouvoir adjudicateur, les entreprises de manipulation d'œuvre d'art et les autres interlocuteurs.	10 %
1.5 Moyens pour garantir la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la gestion des déchets et la préservation de la propreté du lieu d'exécution	10 %
1.6 Moyens de promotion de la formation professionnelle (stagiaires, apprentis, etc.) et de valorisation des métiers de la restauration (participation à des actions de presse, de médiation auprès du public, etc.)	5%
2-Critère environnemental Caractéristiques environnementales des moyens d'intervention présentés (utilisation par l'entreprise de modes de déplacements favorisant le développement durable)	10%
3-Prix des prestations	30 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 METHODE DE NOTATION DES OFFRES

7.3.1 Méthode d'analyse du premier critère : la valeur technique

Pour chaque sous-critère de la valeur technique, une note sur 5 est attribuée, selon une méthode de notation correspondant aux appréciations suivantes :

0 = élément(s) non communiqué(s)

1 = élément(s) communiqué(s) ne répondant pas aux attentes

2 = élément(s) communiqué(s) répondant partiellement aux attentes

3 = élément(s) communiqué(s) répondant aux attentes mais ne présentant aucun avantage par rapport aux offres des autres candidats

4 = élément(s) communiqué(s) répondant aux attentes avec des avantages particuliers par rapport aux offres des autres candidats

5 = élément(s) communiqué(s) répondant aux attentes avec des avantages exceptionnels par rapport aux offres des autres candidats

Chaque note obtenue est ensuite pondérée selon le coefficient de pondération de chaque sous-critère.

7.3.2 Méthode d'analyse du deuxième critère : le prix des prestations HT

L'offre de prix la moins élevée se voit attribuer la note maximum de 100 points.

Les notes des offres suivantes sont minorées en application de la formule suivante :

$$\text{Note du prix} = 100 \times \text{Coût offre mini} / \text{Coût de l'offre notée.}$$

Le coefficient de pondération de 30%, correspondant à une note sur 30 points, est ensuite appliqué à la note obtenue.

7.4 CADRE DE LA NEGOCIATION

Après analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec (en application des critères de sélection des offres fixés à l'article 7.2) :

- Soit le candidat se classant en première position ;
- Soit plusieurs des candidats les mieux classés ;
- Soit l'ensemble des candidats ayant présenté une offre « valide ».

Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra aussi attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation sera engagée librement et conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix.

L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Elle prendra la forme d'échanges écrits avec le ou les candidats. Les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à 10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

8 PROCEDURES DE RECOURS ET LANGUES

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;

- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.